

Quatre années d'une législature de faillite

La leçon la plus claire qui se dégage des 4 années écoulées, c'est la décomposition de l'appareil politique parlementaire, gouvernemental et étatique de la bourgeoisie. Non seulement la lutte prolétarienne mais surtout la lutte de libération des peuples qu'elle opprime a créé une crise sans précédent.

Il aurait suffi de la moindre volonté des partis ouvriers pour que cette bourgeoisie en décomposition s'effondre. Malheureusement le P.C.F. et le P.S. cherchaient une politique « nationale ». Seul notre parti appela au Front Unique des partis ouvriers, pour l'instauration d'un gouvernement ouvrier.

Conscient d'avoir défendu les réels intérêts de la classe ouvrière, le P.C.I. invite tous les travailleurs à réfléchir sur l'action des organisations ouvrières. Celles-ci ont été incapables d'exploiter au profit du prolétariat la crise de la bourgeoisie ; et, malgré l'ampleur de leurs luttes, les ouvriers n'ont pas encore marqué de point décisif dans la lutte des classes. N'est-ce pas la justification des critiques trotskistes ? N'est-ce pas une raison pour tous de lutter, dans toutes les organisations syndicales et politiques, pour une politique de classe, telle que celle que défend le P.C.I. ?

La préparation à la guerre

La législature toute entière a été placée sous le signe de l'alliance atlantique ; pour le peuple français, cela a signifié l'installation de bases américaines en France et surtout une **incessante augmentation des dépenses militaires**. Conséquence de cet état de chose : l'étroite soumission des gouvernants français aux directives du Pentagone. Edgar Faure (déjà président du Conseil en 1952) a bien illustré la veulerie des dirigeants français en acceptant, à la réunion de l'O.T.A.N. à Lisbonne, des charges militaires supérieures à celles qu'avait décidées le Parlement français.

Les quatre dernières années ont été aussi celles du **réarmement allemand**. La dynamique république d'Adenauer était un partenaire de choix pour les campagnes anti-soviétiques. Malgré ses divergences d'intérêt, la bourgeoisie française accepta le réarmement de sa rivale allemande, au nom de la sauvegarde générale de l'impérialisme.

La réaction intérieure

La conséquence de cette orientation internationale fut l'accroissement des mesures anti-ouvrières à l'intérieur. Le budget, grevé par les dépenses militaires, connut un déséquilibre constant. Pleven, Edgar Faure, Pinay, Mayer, Laniel, Mendès-France, E. Faure à nouveau se succédèrent ; tous ils suivirent la même politique : limitations à l'équipement et à la reconstruction, **attaques contre l'école publique** : les lois Barangé, par lesquelles le gouvernement, renonçant à accorder aux établissements d'état les crédits nécessaires, préféra subventionner les écoles privées, la loi Saint-Cyr accordant indirectement des subventions aux centres scolaires privés.

Pour mener à bien ses entreprises, la bourgeoisie entreprit de limiter les pouvoirs d'un Parlement, que la loi électorale de 1951 avait pourtant rendu bien peu représentatif de l'opinion du pays. En

Contre-révolution aux colonies

La bourgeoisie française est en retard sur ses concurrents impérialistes. Elle ne subsiste que par l'exploitation des colonies qu'elle possède. Aussi bien, la caractéristique principale de la dernière législature

lisme.

Il apparut vite que les organismes supra-nationaux tomberaient vite sous le contrôle des bourgeois allemands, économiquement plus puissants. C'est pourquoi, après avoir ratifié le plan Schumann (communauté charbon-acier) en 1951 et les accords de Bonn et Paris (C.E.D.) en 1952, l'Assemblée revint sur sa décision en septembre 1954 et rejeta les projets de commu-

Grâce à Mendès-France, une solution transactionnelle fut trouvée ; les nouveaux accords de Paris limitaient les prérogatives allemandes sans stopper son réarmement : le Parlement les adopta sans difficulté.

Les capitalistes français gardaient l'espoir d'exploiter à leur profit le territoire allemand de **la Sarre**, riche en fer et en aciéries. La volonté du peuple sarrois vient de leur infliger un camouflet éinglant. La bourgeoisie française a reçu un coup ; l'alliance atlantique subsiste, avec ses visées bellicistes.

1955, une réforme de la constitution fut adoptée, qui accordait au gouvernement les mains libres pour agir, en une série de cas, sans contrôle de l'Assemblée.

La répression anti-ouvrière ne chôma pas, bien entendu. Les crédits pour la police gonflèrent ; toutes les luttes revendicatives furent le prétexte d'agressions policières. Le gouvernement Pinay essaya même, en 1952, de forger un prétendu « complot » pour frapper le Parti Communiste.

Sur le plan économique, l'exploitation de la classe ouvrière s'accrut. Le seul slogan gouvernemental qui fut appliqué fut celui de la productivité. Le providentiel Mendès-France en a justifié la nécessité devant l'Assemblée, le 30 décembre 1951 : « Ce que l'on peut demander à la classe ouvrière, ce qu'on doit lui demander, c'est plus d'heures de travail ; l'un des moyens d'y parvenir, c'est le recul de l'âge de la retraite ».

fut la violence de la répression des mouvements nationaux du Viet-Nam et d'Afrique du Nord.

Jusqu'en 1954, la guerre d'Indochine dura, coûtant cher au pays, enrichissant les mo-

nopolés et aussi les politiciens adonnés au trafic des piastres. Seul l'élan irrésistible de la révolution contraignit la bourgeoisie française à la capitulation, après le désastre militaire de Dien-Bien-Phu.

En Afrique du Nord, la répression fut aussi à l'ordre du jour : lutte contre les fellagas en Tunisie, déposition arbi-

traire du sultan du Maroc en août 1953, terrorisme nazi contre le mouvement national algérien. Là encore, seule la puissance du mouvement anti-impérialiste fit reculer la bourgeoisie française. Il ne faut attribuer à rien d'autre l'autonomie interne octroyée à la Tunisie en 1954, les réformes accordées au Maroc en 1955.

Divisions au sein de la bourgeoisie

C'est la révolution coloniale qui, en minant les bases même de la stabilité bourgeoise en France, sema la perturbation parmi les milieux capitalistes.

Interprète des aspirations au pouvoir fort de son organisation, Barrachin s'écriait, le 4 juillet 1951 : « Un jour la majorité se disloquera, alors notre heure sera venue ». La majorité parlementaire est en état de dislocation permanente ; l'heure du R.P.F. n'est pas venu, car lui-même s'est éparpillé en tronçons divers. Barrachin a été chercher fortune sous une autre étiquette, ayant compris qu'il ne pouvait être question de créer un

mouvement de masse fascisant dans une France où la classe ouvrière gardait l'initiative.

Privée de son grand général de Gaulle, la bourgeoisie s'est ouvertement scindée en deux ailes.

Les gouvernements successifs ont cherché à maintenir l'équilibre ; ils se sont ainsi condamnés à l'impuissance. Les palinodies d'Edgar Faure, celles d'une Assemblée qui rêve de le renverser sans oser affronter les conséquences d'une crise ministérielle, démontrent parfaitement la crise permanente et profonde de l'état bourgeois.

En août 1953 - En septembre-octobre 1955

La combativité ouvrière aurait dû déterminer des changements profonds dans la situation. Il n'en fut rien ; la grande crise de l'impérialisme occasionnée par la catastrophe de Dien-Bien-Phu, n'amena au pouvoir, en juin 1954, que Pierre Mendès-France. Il amena la paix au Viet-Nam, mais c'était l'intérêt du capitalisme de passer une trêve avec le Viet-Minh. Il accorda l'autonomie à la Tunisie, mais c'était indispensable

les rendez-vous, qu'ils soient pour stopper le mouvement fellagha, stopper la radicalisation du Maghreb et y accentuer la répression. Il permit monts et merveilles aux travailleurs, mais à condition que la productivité soit accrue et l'équipement du pays achevé pour le plus grand avantage des monopoles. En définitive, malgré les possibilités qu'elle ouvrait au prolétariat, la crise de la bourgeoisie n'aboutit qu'à une survie du régime.

Paix et indépendance nationales

Pourquoi ? Essentiellement à cause de l'attitude des directions ouvrières. Dès 1952, communistes et socialistes se sont le plus souvent retrouvés côte à côte dans l'opposition au gouvernement. Cela aurait dû les inciter à lutter ensemble pour une solution positive à la crise. Il n'en fut rien. Les socialistes ne trouvèrent de flamme que pour doser l'anti-communisme et la démagogie.

Le Parti Communiste, lui, n'hésite pas à mener des luttes sérieuses. Mais, quand la situation imposait d'ouvrir des perspectives, d'aller de l'avant, il s'abstint. En août, 1953, il fallait généraliser la grève,

organiser la lutte contre le gouvernement Laniel, responsable des décrets-lois, pour un gouvernement ouvrier. Le P.C.F. se borna à laisser se développer les grèves, sans coordination, sans mots d'ordre généraux. En 1954, la banqueroute indochinoise démontrait la faillite bourgeoise, il fallait, là encore, revendiquer le pouvoir pour un gouvernement des travailleurs. Le P.C.F. vota l'investiture de Mendès-France.

En septembre 1955 enfin, la seule action entreprise par le P.C.F. fut de morceler le mouvement gréviste au lieu d'en coordonner et d'en généraliser les actions.